

dénommée « Nationaal Paritair Comité der haven van Antwerpen », déterminant certaines dispositions relatives aux relations individuelles et collectives dans le port d'Anvers.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 novembre 1982.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

Annexe

Sous-commission paritaire pour le port d'Anvers,  
dénommée « Nationaal Paritair Comité der haven van Antwerpen »

Convention collective de travail du 26 mai 1982

Détermination de certaines dispositions relatives aux relations individuelles et collectives dans le port d'Anvers

CHAPITRE Ier. — Définitions et champ d'application

Article 1er. Pour l'application de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'entendre par :

— Ouvrier portuaire : le travailleur qui, en vertu de la loi du 8 juin 1972 organisant le travail portuaire et de ses arrêtés d'exécution, est reconnue comme ouvrier portuaire dans la zone portuaire d'Anvers.

— Ouvrier portuaire A : l'ouvrier portuaire qui est affecté au contingent général en application de la convention collective de travail du 15 septembre 1980, et qui est classé au rang A, en application de la présente convention collective de travail.

— Ouvrier portuaire B : l'ouvrier portuaire qui est affecté au contingent général, en application de la convention collective de travail du 15 septembre 1980, et qui est classé au rang B, en application de la présente convention collective de travail.

— Ouvrier de magasin : l'ouvrier portuaire qui est affecté au contingent des ouvriers de magasin, en application de la convention collective de travail du 15 septembre 1980.

— Sous-commission paritaire : la Sous-commission paritaire pour le port d'Anvers, dénommée « Nationaal Paritair Comité der haven van Antwerpen ».

— Codex : la convention collective de travail du 29 mars 1977 portant fixation des conditions de travail et de rémunération dans la zone portuaire d'Anvers, appelée « Codex ».

— Commission administrative : la commission composée paritairement qui a été instituée au sein de la sous-commission, en application de l'article 3 de la convention collective de travail susmentionnée du 15 septembre 1980.

— Convention collective de travail du 15 septembre 1980 : la convention collective de travail du 15 septembre 1980 portant coordination de certaines dispositions en ce qui concerne la répartition des ouvriers portuaires reconnus en contingents et les conditions dans lesquelles le travail portuaire est effectué, modifiée par la convention collective de travail du 28 avril 1982.

Art. 2. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la sous-commission paritaire et aux ouvriers portuaires.

CHAPITRE II. — Classement par rangs des ouvriers portuaires affectés au contingent général

Art. 3. Les ouvriers portuaires qui sont affectés au contingent général sont répartis en deux rangs, A ou B, par l'intermédiaire de la commission administrative selon les dispositions prévues par la présente convention collective de travail.

van Antwerpen, « Nationaal Paritair Comité der haven van Antwerpen » genaamd, houdende ordening van sommige bepalingen inzake de individuele en collectieve betrekkingen in het Antwerps havenbedrijf.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 november 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE

Bijlage

Paritair Subcomité voor de haven van Antwerpen,  
« Nationaal Paritair Comité der haven van Antwerpen » genaamd

Collectieve arbeidsovereenkomst van 26 mei 1982

Ordening van sommige bepalingen inzake de individuele en collectieve betrekkingen in het Antwerps havenbedrijf

HOOFDSTUK I. — Definities en toepassingsfeer

Artikel 1. Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst dient verstaan te worden onder :

— Havenarbeider : de werknemer die, krachtens de wet van 8 juni 1972 betreffende de havenarbeid en haar uitvoeringsbesluiten, erkend is als havenarbeider in het Antwerps havengebied.

— Havenarbeider A : de havenarbeider die ingedeeld is in het algemeen contingent bij toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 september 1980 en ingedeeld is in de rang A bij toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

— Havenarbeider B : de havenarbeider die ingedeeld is in het algemeen contingent bij toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 september 1980 en ingedeeld is in de rang B bij toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

— Magazijnarbeider : de havenarbeider die ingedeeld is in het contingent magazijnarbeiders bij toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 september 1980.

— Paritair Subcomité : het Paritair Subcomité voor de haven van Antwerpen, « Nationaal Paritair Comité der haven van Antwerpen » genaamd.

— Codex : de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 maart 1977, houdende vaststelling van de loon- en werkvoorwaarden in het Antwerps havengebied, « Codex » genaamd.

— Administratieve Commissie : de paritair samengestelde commissie die in de schoot van het paritair subcomité is opgericht bij artikel 3 van de bovengenoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 15 september 1980.

— Collectieve arbeidsovereenkomst van 15 september 1980 : de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 september 1980 houdende ordening van sommige bepalingen inzake de indeling van de erkende havenarbeiders in contingents en de voorwaarden waaronder havenarbeid wordt verricht, zoals gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 april 1982.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het paritair subcomité en op de havenarbeiders.

HOOFDSTUK II. — Indeling van de havenarbeiders van het algemeen contingent in rangen

Art. 3. De havenarbeiders die ingedeeld zijn in het algemeen contingent zijn ingedeeld in twee rangen, A of B, volgens de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst, door toedoen van de administratieve commissie.

Art. 4. Immédiatement après leur reconnaissance et leur affectation au contingent général, les ouvriers portuaires sont classés au rang B, afin qu'ils se familiarisent avec le travail portuaire et qu'ils acquièrent une certaine qualification professionnelle.

Art. 5. § 1er. Les ouvriers portuaires B entrent en ligne de compte pour être promus au rang A :

1° s'ils ont prouvé qu'ils acceptent du travail portuaire et qu'ils l'exécutent selon les règles du métier et conformément aux conventions et aux usages en vigueur dans le secteur portuaire;

2° s'ils ont au moins un an d'ancienneté dans le travail portuaire;

3° s'ils répondent à certaines normes d'emploi prévues en matière de transfert, comme le prévoit le codex.

§ 2. Les ouvriers portuaires B qui étaient classés autrefois au rang A, entrent en ligne de compte pour réintégrer le rang A :

1° s'ils ne font plus l'objet d'une mesure disciplinaire de rétrogradation temporaire;

2° si, après un déclassement au rang B pour une période indéterminée, ils répondent à nouveau aux conditions prévues au § 1er du présent article.

§ 3. Les ouvriers portuaires A conservent ce rang :

1° s'ils continuent à accepter du travail portuaire et à l'exécuter selon les règles du métier et conformément aux conventions et aux usages en vigueur dans le secteur portuaire;

2° s'ils répondent aux normes de prestations minimales de la catégorie professionnelle dans laquelle ils sont classés.

#### CHAPITRE III

##### Mesures disciplinaires et rétrogradation au rang B

Art. 6. Les ouvriers portuaires B peuvent, à titre de mesure disciplinaire, faire l'objet d'une réprimande ou d'un changement de séance d'embauchage en cas de mesure disciplinaire. Ces mesures disciplinaires sont imposées par l'intermédiaire de la commission administrative, par suite des fautes mentionnées dans l'annexe de la présente convention collective de travail ou dans le codex.

Art. 7. Les ouvriers portuaires A peuvent, à titre de mesure disciplinaire, faire l'objet d'une réprimande, d'une rétrogradation au rang B ou d'un changement de séance d'embauchage en cas de mesure disciplinaire. Ces mesures disciplinaires sont imposées par l'intermédiaire de la commission administrative, par suite des fautes mentionnées dans l'annexe de la présente convention collective de travail ou dans le codex.

Art. 8. Les ouvriers de magasin peuvent, à titre de mesure disciplinaire, faire l'objet d'une réprimande. Cette mesure disciplinaire est imposée par la commission administrative par suite des fautes mentionnées dans l'annexe de la présente convention collective de travail ou dans les dispositions qui régissent le statut des ouvriers de magasin.

Art. 9. La commission administrative n'exerce les pouvoirs prévus au présent chapitre qu'après avoir eu connaissance des décisions prises par l'organe qui est compétent pour procéder au retrait de la reconnaissance de l'ouvrier portuaire.

Art. 10. Pour l'exercice des pouvoirs disciplinaires, la commission administrative suit une procédure identique à celle qui est prévue aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 2 juin 1977 fixant la procédure de retrait de la reconnaissance des ouvriers portuaires ainsi que les modalités de leur défense devant la commission administrative instituée au sein de la Sous-commission paritaire pour le port d'Anvers, modifié par l'arrêté royal du 30 septembre 1980.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales et transitoires

Art. 11. Les dispositions prévues à l'article 129ter, 3°, A, B, C et D du codex sont abrogées.

Art. 12. La convention collective de travail du 21 avril 1977 relative à la révision du contingent est abrogée.

Art. 4. De havenarbeiders worden onmiddellijk na hun erkenning en hun indeling bij het algemeen contingent, ambtshalve ingedeeld in de rang B, dit met het oogmerk zich vertrouwd te maken met de havenarbeid en een zekere beroepsbekwaamheid te verwerven.

Art. 5. § 1. De havenarbeiders B komen in aanmerking voor verhoging tot de rang A indien :

1° zij aangetoond hebben de havenarbeid te aanvaarden en uit te voeren volgens het gedegen vakmanschap en in overeenstemming met de overeenkomsten en de gebruiken in het havenbedrijf;

2° zij ten minste één jaar anciënniteit bezitten in het havenbedrijf;

3° zij voldoen aan zekere tewerkstellingsnormen voorzien voor overheveling, zoals bepaald in de codex.

§ 2. De havenarbeiders B die voorheen tot de rang A behoorden, komen in aanmerking om opnieuw de rang A te verwerven indien :

1° zij niet langer het voorwerp uitmaken van een disciplinaire maatregel van tijdelijke rangverlaging;

2° zij na een terugzetting in de rang B voor onbepaalde duur, opnieuw voldoen aan het bepaalde in § 1 van dit artikel.

§ 3. De havenarbeiders A behouden deze rang indien :

1° zij verder de havenarbeid aanvaarden en uitvoeren volgens het gedegen vakmanschap en in overeenstemming met de overeenkomsten en de gebruiken in het havenbedrijf;

2° zij voldoen aan de minimum prestatienormen van de beroepscategorie waarbij zij zijn ingedeeld.

#### HOOFDSTUK III

##### Disciplinaire maatregelen en terugzetting in de rang B

Art. 6. De havenarbeiders B kunnen bij wijze van disciplinaire maatregel het voorwerp uitmaken van de terechtwijzing of van de wijziging van aanwervingszitting bij tuchtmaatregel. Deze disciplinaire maatregelen worden opgelegd door toedoen van de administratieve commissie wegens tekortkomingen vermeld in bijlage tot deze collectieve arbeidsovereenkomst of in de codex.

Art. 7. De havenarbeiders A kunnen bij wijze van disciplinaire maatregel het voorwerp uitmaken van de terechtwijzing, van de terugzetting in de rang B of van de wijziging van aanwervingszitting bij tuchtmaatregel. Deze disciplinaire maatregelen worden opgelegd door toedoen van de administratieve commissie wegens tekortkomingen vermeld in bijlage tot deze collectieve arbeidsovereenkomst of in de codex.

Art. 8. De magazijnarbeiders kunnen bij wijze van disciplinaire maatregel het voorwerp uitmaken van de terechtwijzing. Deze disciplinaire maatregel wordt opgelegd door de administratieve commissie wegens tekortkomingen vermeld in de bijlage tot deze collectieve arbeidsovereenkomst of in de bepalingen die het statuut van de magazijnarbeiders regelen.

Art. 9. De administratieve commissie oefent de bevoegdheden voorzien in dit hoofdstuk slechts uit nadat zij kennis heeft genomen van de besluiten van het orgaan dat bevoegd is om over te gaan tot de intrekking van de erkenning als havenarbeider.

Art. 10. De administratieve commissie volgt bij het uitoefenen van de disciplinaire bevoegdheden, een procedureregeling die identiek is aan deze voorzien bij de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 2 juni 1977 tot vaststelling van de intrekkingprocedure van de erkenning als havenarbeider alsmede de modaliteiten van zijn verdediging voor de administratieve commissie opgericht in de schoot van het Paritair Subcomité voor de haven van Antwerpen, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 september 1980.

#### HOOFDSTUK IV. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 11. Opgeheven worden de bepalingen van artikel 129ter, 3°, A, B, C en D van de codex.

Art. 12. Opgeheven wordt de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 april 1977 betreffende het nazicht van het contingent.

Art. 13. Les ouvriers portuaires A et les ouvriers portuaires B sont classés d'office respectivement aux rangs A et B lors de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail.

Art. 14. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er juillet 1982.

Art. 15. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée et chacune des parties contractantes peut la dénoncer moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée au Président de la sous-commission paritaire.

Annexe à la convention collective de travail déterminant certaines dispositions relatives aux relations individuelles et collectives dans le port d'Anvers

### Section 1. — Principes généraux

Article 1er. Les ouvriers portuaires peuvent selon le cas, pour avoir commis des fautes, faire l'objet des mesures disciplinaires suivantes :

1° rétrogradation au rang B pour une durée indéterminée, avec la possibilité éventuelle d'accéder à nouveau au rang A selon les critères prévus à l'article 5 de la convention collective de travail susmentionnée ou changement de séance d'embauchage pour une durée indéterminée;

2° rétrogradation temporaire au rang B pour une période de six mois ou changement de séance d'embauchage pour une période de six mois;

3° rétrogradation temporaire au rang B pour une période de trois à un mois ou changement de séance d'embauchage pour une période de trois mois;

4° réprimande.

Art. 2. Lorsqu'une mesure disciplinaire visée à l'article 1er, 1° ou 2° est prise, l'ouvrier portuaire est à nouveau appelé devant la commission administrative au moment où elle vient à expiration. Lorsque de nouvelles fautes sont constatées à ce moment, une nouvelle mesure disciplinaire peut immédiatement être prise.

Art. 3. Lorsqu'un ouvrier portuaire qui a déjà fait l'objet d'une mesure disciplinaire est à nouveau appelé à se justifier, la sanction disciplinaire visée à l'article 1er, 2° ou 3° peut être doublée.

Section 2. — Mesures disciplinaires qui peuvent être prises à l'égard d'ouvriers portuaires A, qui démontrent qu'ils ne sont plus disposés à accepter du travail portuaire et à l'exécuter selon les conventions en vigueur dans le secteur portuaire.

#### Sous-section 2.1. — Prestations insuffisantes

Art. 4. Les ouvriers portuaires A peuvent être appelés à se justifier en raison de prestations insuffisantes, lorsqu'ils ne satisfont pas aux normes de prestations minimales de la catégorie professionnelle à laquelle ils appartiennent, comme le prévoit l'arrêté royal du 2 juin 1977 fixant la période de référence et le mode de calcul du nombre de tâches à prendre en considération pour le retrait de la reconnaissance comme ouvrier portuaire dans la zone portuaire d'Anvers.

Art. 5. Les ouvriers portuaires A peuvent, en raison de prestations insuffisantes, faire l'objet des mesures disciplinaires prévues à l'article 1er.

#### Sous-section 2.2. — Absences injustifiées

Art. 6. Les ouvriers portuaires A ayant des jours d'absence injustifiée peuvent faire l'objet des mesures disciplinaires prévues à l'article 1er. Par jours d'absence injustifiée, il y a lieu d'entendre les jours ouvrables pendant lesquels l'ouvrier portuaire A ne s'est pas présenté pour effectuer du travail portuaire, alors qu'il ne peut invoquer aucune raison valable et qu'il s'est dès lors absenté sans motif.

#### Sous-section 2.3. — Cachets d'embauchage obligatoires

Art. 7. Les ouvriers portuaires A qui sont désignés d'office par l'Office national de l'emploi pour accepter du travail, peuvent faire l'objet des mesures disciplinaires prévues à l'article 1er, 2°, 3° ou 4°.

Art. 13. De havenarbeiders A en de havenarbeiders B worden ambtshalve ingedeeld in de rang A, respectievelijk de rang B bij het van kracht worden van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 14. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 1982.

Art. 15. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd en elk van de contracterende partijen kan ze opzeggen mits een opzeggingstermijn van drie maanden welke bij een ter post aangezekende brief wordt betekend aan de Voorzitter van het paritair subcomité.

Bijlage tot de collectieve arbeidsovereenkomst houdende ordening van sommige bepalingen inzake de individuele en collectieve betrekkingen in het Antwerps havenbedrijf

### Afdeling 1. — Algemene beginselen

Artikel 1. Havenarbeiders kunnen wegens tekortkomingen, naargelang het geval, het voorwerp uitmaken van de volgende disciplinaire maatregelen :

1° terugzetting in de rang B voor onbepaalde duur, met eventuele mogelijkheid om de rang A opnieuw te verwerven volgens de criteria voorzien bij artikel 5 van de hogervermelde collectieve arbeidsovereenkomst of wijziging van aanwervingszitting voor onbepaalde duur;

2° tijdelijke terugzetting in de rang B voor een periode van zes maanden tot een maand of wijziging van aanwervingszitting voor een periode van zes maanden;

3° tijdelijke terugzetting in de rang B voor een periode van drie maanden tot een maand of wijziging van de aanwervingszitting voor een periode van drie maanden;

4° terechtwijziging.

Art. 2. Wanneer een disciplinaire maatregel wordt opgelegd bedoeld in artikel 1, 1° of 2°, wordt de havenarbeider bij het einde van de disciplinaire sanctie opnieuw opgeroepen voor de administratieve commissie. Wanneer op dat ogenblik opnieuw tekortkomingen worden vastgesteld, kan onmiddellijk een nieuwe disciplinaire maatregel worden opgelegd.

Art. 3. Wanneer een havenarbeider, die reeds het voorwerp was van een disciplinaire maatregel, opnieuw ter verantwoording wordt opgeroepen, kan de disciplinaire sanctie bedoeld in artikel 1, 2° of 3° verdubbeld worden.

Afdeling 2. — Disciplinaire maatregelen die kunnen genomen worden ten overstaan van havenarbeiders A, die niet langer aantonen dat zij bereid zijn havenarbeid te aanvaarden en uit te voeren volgens de overeenkomsten en gebruiken in het havenbedrijf.

#### Onderafdeling 2.1. — Onvoldoende prestaties

Art. 4. Havenarbeiders A kunnen opgeroepen worden wegens onvoldoende prestaties, wanneer zij niet voldoen aan de minimum prestatienormen van de beroepscategorie waartoe zij behoren, zoals voorzien bij het koninklijk besluit van 2 juni 1977 tot vaststelling van de referentieperiode en de wijze van berekening van het aantal taken met betrekking tot de intrekking van de erkenning als havenarbeider in het Antwerps havengebied.

Art. 5. Havenarbeiders A kunnen wegens onvoldoende prestaties het voorwerp uitmaken van de disciplinaire maatregelen voorzien in artikel 1.

#### Onderafdeling 2.2. — Ongewettigde afwezigheden

Art. 6. Havenarbeiders A die dagen van blanco's oplopen kunnen het voorwerp uitmaken van de disciplinaire maatregelen voorzien in artikel 1. Onder dagen van blanco's dient verstaan te worden de werkdagen waarop de havenarbeider A zich niet ter beschikking gesteld heeft van het havenbedrijf, daarvoor geen enkele geldige reden kan inroepen en derhalve ongewettigd afwezig is geweest.

#### Onderafdeling 2.3. — Verplichte aanwervingsstempels

Art. 7. Havenarbeiders A, die ambtshalve aangeduid zijn door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening om werk te aanvaarden kunnen het voorwerp zijn van de disciplinaire maatregelen voorzien in artikel 1, 2°, 3° of 4°.

*Sous-section 2.4. — Absences sur le lieu de travail*

Art. 8. Les ouvriers portuaires A qui sont embauchés et qui s'absentent sans raison valable du lieu de travail désigné, peuvent faire l'objet des mesures disciplinaires prévues à l'article 1er, 2°, 3° ou 4°.

*Sous-section 2.5. — Obstacle au contrôle, irrégularités quant à la carte de reconnaissance, aux livrets de travail ou aux bordereaux de salaire*

Art. 9. Les ouvriers portuaires A qui entravent le contrôle normal ou qui commettent ou laissent commettre des irrégularités quant à la carte de reconnaissance, aux livrets de travail ou aux bordereaux de salaire, peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires

Art. 10. Les ouvriers portuaires A qui omettent de soumettre leur carte de reconnaissance, leurs livrets de travail ou leurs bordereaux de salaire aux fonctionnaires chargés du contrôle de la loi du 8 juin 1972 organisant le travail portuaire et ses arrêtés d'exécution, de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et ses arrêtés d'exécution, de la réglementation en matière d'emploi et de chômage, aux membres effectifs et suppléants de la sous-commission paritaire ou aux personnes mandatées à cet effet par la sous-commission paritaire, peuvent faire l'objet des mesures disciplinaires prévues à l'article 1er, 2°, 3° ou 4°.

Art. 11. Les ouvriers portuaires A qui, en cas d'embauchage ou de contrôle, remettent leur carte de reconnaissance sous une autre forme que lorsqu'elle leur a été remise par la sous-commission paritaire, peuvent faire l'objet des mesures disciplinaires prévues à l'article 1er, 3° ou 4°.

Art. 12. Les ouvriers portuaires A qui font ou laissent faire un usage abusif de leur carte de reconnaissance, peuvent faire l'objet des mesures disciplinaires prévues à l'article 1er, 2°, 3° ou 4°.

Art. 13. Les ouvriers portuaires A qui :

a) apportent eux-mêmes des modifications quelconques à leur livret de travail ou qui en laissent apporter par des personnes incompétentes;

b) font ou laissent faire un usage abusif de leur livret de travail;

c) modifient les chiffres des rémunérations, des dates ou d'autres mentions figurant sur les bordereaux de salaire,

peuvent faire l'objet des mesures disciplinaires prévues à l'article 1er.

*Sous-section 2.6. — Irrégularités pendant l'occupation*

Art. 14. Les ouvriers portuaires A qui ne suivent pas l'horaire fixé par la sous-commission paritaire, qui ne restent pas au service de l'employeur, qui n'effectuent pas le travail pendant la durée pour laquelle ils ont été embauchés, qui fument à un moment ou dans un lieu où cela est défendu, qui quittent le travail sans la permission de l'employeur, ou qui se trouvent en état d'ivresse, peuvent faire l'objet des mesures disciplinaires prévues à l'article 1er, 3° ou 4°.

*Sous-section 2.7. — Désaffection du travail*

Art. 15. Les ouvriers qui n'acceptent pas spontanément d'affectuer du travail portuaire, dans leur catégorie professionnelle et à leur séance d'embauchage, de sorte que l'Office national de l'emploi doit désigner, d'office d'autres ouvriers portuaires pour pouvoir satisfaire aux offres d'emploi, alors qu'ils restent au chômage, peuvent faire l'objet des mesures disciplinaires prévues à l'article 1er, 3° ou 4°.

*Sous-section 2.8. — Mauvaise conduite*

Art. 16. Les ouvriers portuaires A qui :

a) prennent des initiatives ou commettent des actes qui ont pour but de perturber ou d'entraver les travaux habituels de la sous-commission paritaire ou de ses groupes de travail;

b) gênent les embauchages dans les bureaux d'embauchage;

*Onderafdeling 2.4. — Afwezigheid op het werk*

Art. 8. Havenarbeiders A die aangeworven worden en zonder geldige reden van het aangeduide werk afwezig blijven, kunnen het voorwerp zijn van de disciplinaire maatregelen voorzien in artikel 1, 2°, 3° of 4°.

*Onderafdeling 2.5. — Verhinderen van toezicht, onregelmatigheden inzake erkenningskaart, werkboeken of loonbriefjes*

Art. 9. Havenarbeiders A die het normale toezicht verhinderen of die onregelmatigheden begaan of laten begaan inzake erkenningskaart, werkboeken of loonbriefjes, kunnen het voorwerp zijn van disciplinaire maatregelen.

Art. 10. De havenarbeiders A die nalaten hun erkenningskaart, werkboeken of loonbriefjes te laten nazien aan de ambtenaren belast met het toezicht op de wet van 8 juni 1972 betreffende de havenarbeid en haar uitvoeringsbesluiten, de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en haar uitvoeringsbesluiten, de reglementering inzake arbeidsvoorziening en werkloosheid, aan de leden en plaatsvervangende leden van het paritair subcomité of aan de personen die hiertoe door het paritair subcomité gemachtigd zijn, kunnen het voorwerp uitmaken van de disciplinaire maatregelen voorzien in artikel 1, 2°, 3° of 4°.

Art. 11. De havenarbeiders A die bij aanwerving of bij controle hun erkenningskaart overhandigen in een andere vorm dan zij werd afgeleverd door het paritair subcomité, kunnen het voorwerp uitmaken van de disciplinaire maatregelen voorzien in artikel 1, 3° of 4°.

Art. 12. De havenarbeiders A die misbruik maken of laten maken van hun erkenningskaart, kunnen het voorwerp uitmaken van de disciplinaire maatregelen voorzien in artikel 1, 2°, 3° of 4°.

Art. 13. De havenarbeiders A die :

a) zelf of door onbevoegde personen, welkdanige veranderingen aan hun werkboek doen of laten doen;

b) van hun werkboek misbruik maken of laten maken;

c) looncijfers, data of andere vermeldingen op de loonbriefjes veranderen,

kunnen het voorwerp zijn van de disciplinaire maatregelen voorzien in artikel 1.

*Onderafdeling 2.6**Onregelmatigheden tijdens de tewerkstelling*

Art. 14. De havenarbeiders A die de uurregeling vastgesteld door het paritair subcomité niet volgen, niet in dienst blijven van de werkgever, de arbeid niet verrichten voor de duurtijd waarvoor zij zijn aangenomen, die roken op een tijdstip of op een plaats waar dit verboden is, het werk verlaten zonder toelating van de werkgever, of in staat van dronkenschap verkeren, kunnen het voorwerp zijn van de disciplinaire maatregelen voorzien in artikel 1, 3° of 4°.

*Onderafdeling 2.7. — Werkonwilligheid*

Art. 15. De havenarbeiders A die, in hun beroepscategorie en aanwervingszitting, de havenarbeid niet spontaan aanvaarden, zodat de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening tot ambtshalve aanduiding van andere havenarbeiders dient over te gaan om te voldoen aan het werkaanbod, dit roken op een tijdstip of op een plaats waar dit verboden is, het werk verlaten zonder toelating van de werkgever, of in staat van dronkenschap verkeren, kunnen het voorwerp zijn van de disciplinaire maatregelen voorzien in artikel 1, 3° of 4°.

*Onderafdeling 2.8. — Wangedrag*

Art. 16. Havenarbeiders A die :

a) het initiatief nemen of daden stellen die tot doel hebben de normale werkzaamheden van het paritair subcomité of zijn werkgroepen te storen of te belemmeren;

b) de aanwervingen in de aanwervingsbureaus hinderen;

c) commettent des actes de violence, profèrent des menaces ou des insultes à l'égard des membres ou du personnel de la sous-commission paritaire, ainsi que de toutes les personnes qui sont associées aux travaux qui relèvent de la compétence de la sous-commission paritaire;

d) endommagent des biens immeubles ou meubles qui appartiennent à des membres ou au personnel de la sous-commission paritaire ou sont utilisés par eux, ou par des personnes ou institutions et organisations qui sont associées aux travaux relevant de la compétence de la sous-commission paritaire,

peuvent faire l'objet des mesures disciplinaires prévues à l'article 1er, 2°, 3° ou 4°.

Art. 17. Les ouvriers portuaires A qui salissent, endommagent ou détruisent des institutions sociales privées et publiques ou des équipements (toilettes, installations sanitaires, réfectoires, etc.) qui sont mis à leur disposition dans les limites du cadre territorial de la sous-commission paritaire, peuvent faire l'objet des mesures disciplinaires prévues à l'article 1er, 2°, 3° ou 4°.

#### Sous-section 2.9

##### Condamnation pour cause de vol ou de recel

Art. 18. Les ouvriers portuaires A qui ont été condamnés par la justice pour cause de vol ou de recel peuvent faire l'objet des mesures disciplinaires suivantes :

a) en cas d'emprisonnement de 8 jours avec sursis et/ou d'amende correctionnelle effective ou avec sursis pour cause de vol : application de l'article 1er, 3° ou 4°;

b) en cas d'emprisonnement de 9 à 15 jours avec sursis pour cause de vol : application de l'article 1er, 2° ou 3°;

c) en cas d'emprisonnement de 16 jours à 1 mois avec sursis pour cause de vol : application de l'article 1er, 1° ou 2°;

d) en cas d'emprisonnement de plus d'un mois avec sursis ou d'emprisonnement ferme de 7 jours au maximum pour cause de vol : application de l'article 1er, 1°.

Section 3. — Mesures disciplinaires à l'égard des ouvriers portuaires B qui démontrent qu'ils ne sont plus disposés à accepter et exécuter du travail portuaire, selon les conventions et les usages en vigueur dans le secteur portuaire

Art. 19. Les ouvriers portuaires B, qu'ils aient déjà appartenu au rang A ou non, peuvent, en raison des fautes énumérées à la section 2, faire l'objet des mesures disciplinaires prévues à l'article 1er.

#### Section 4

##### Mesures disciplinaires à l'égard des ouvriers de magasin

Art. 20. Les ouvriers de magasin qui ne se conforment pas aux obligations particulières qui leur sont applicables, ou qui commettent une des fautes prévues dans les sous-sections 2.2, 2.4, 2.5, 2.6, 2.8 ou 2.9, peuvent faire l'objet de la mesure disciplinaire prévue à l'article 1er, 4°.

#### Section 5. — Révision des mesures disciplinaires

Art. 21. La commission administrative peut revoir des mesures disciplinaires si :

1° de nouveaux éléments, non connus préalablement, interviennent;

2° si entre-temps une modification a été apportée à la législation, à la réglementation ou aux conventions collectives de travail.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 novembre 1982.

BAUDOUIN

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

c) gewelddadén stellen, bedreigingen of beledigingen uiten ten overstaan van de leden of het personeel van het paritair subcomité, alsmede ten overstaan van al de personen die betrokken zijn bij de werkzaamheden die vallen onder de bevoegdheid van het paritair subcomité;

d) schade toebrengen aan onroerende of roerende goederen toebehorende aan of gebruikt door leden of het personeel van het paritair subcomité, of door personen of instellingen en organisaties die betrokken zijn bij de werkzaamheden die vallen onder de bevoegdheid van het paritair subcomité,

kunnen het voorwerp zijn van de disciplinaire maatregelen voorzien in artikel 1, 2°, 3° of 4°.

Art. 17. Havenarbeiders A die zich schuldig maken aan bevuiling, beschadiging of vernieling van private en openbare sociale inrichtingen of uitrustingen (wasplaatsen, sanitaire installaties, reffers, e.d.) welke te hunner beschikking staan binnen de grenzen van de territoriale bevoegdheid van het paritair subcomité, kunnen het voorwerp zijn van de disciplinaire maatregelen voorzien in artikel 1, 2°, 3° of 4°.

#### Onderafdeling 2.9

##### Veroordeling wegens diefstal of heling

Art. 18. Havenarbeiders A die een gerechtelijke veroordeling ingevolge diefstal of heling hebben opgelopen kunnen het voorwerp zijn van de volgende disciplinaire maatregelen :

a) bij een voorwaardelijke gevangenisstraf van 8 dagen en/of voorwaardelijke of effectieve correctionele geldboete ingevolge diefstal : toepassing van artikel 1, 3° of 4°;

b) bij een voorwaardelijke gevangenisstraf van 9 tot en met 15 dagen ingevolge diefstal : toepassing van artikel 1, 2° of 3°;

c) bij een voorwaardelijke gevangenisstraf van 16 dagen tot en met 1 maand ingevolge diefstal : toepassing van artikel 1, 1° of 2°;

d) bij een voorwaardelijke gevangenisstraf van meer dan 1 maand of een effectieve gevangenisstraf van maximum 7 dagen ingevolge diefstal : toepassing van artikel 1, 1°.

Afdeling 3. — Disciplinaire maatregelen ten overstaan van havenarbeiders B, die niet langer aantonen dat zij bereid zijn havenarbeid te aanvaarden en uit te voeren, volgens de overeenkomsten en gebruiken in het havenbedrijf

Art. 19. De havenarbeiders B, ongeacht of zij reeds tot de rang A behoorden of niet, kunnen wegens de tekortkomingen opgesomd in de afdeling 2 het voorwerp zijn van de disciplinaire maatregelen voorzien in artikel 1.

#### Afdeling 4

##### Disciplinaire maatregelen ten overstaan van magazijnarbeiders

Art. 20. De magazijnarbeiders die zich niet houden aan de bijzondere verplichtingen die op hen toepasselijk zijn, of die een tekortkoming begaan, voorzien in de onderafdelingen 2.2, 2.4, 2.5, 2.6, 2.8 of 2.9, kunnen het voorwerp zijn van de disciplinaire maatregel voorzien in artikel 1, 4°.

#### Afdeling 5. — Herziening van disciplinaire maatregelen

Art. 21. De administratieve commissie kan disciplinaire maatregelen herzien indien :

1° nieuwe, vooraf niet gekende elementen worden voorgebracht;

2° ondertussen een wijziging is gebeurd in de wetgeving, de reglementering of de collectieve arbeidsovereenkomsten.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 november 1982.

BOUDEWIJN

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE